

**République centrafricaine - Propos
à la presse de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères**

(Bangui, 01 novembre 2018)

Quelques mots pour vous dire que je suis très ému de venir ici, parce que mon premier déplacement ici c'était en décembre 2013. C'était alors la crise et la violence. Ensuite, je suis revenu plusieurs fois à Bangui, et autour de M'Poko. Il y avait des camps où les gens vivaient dans des conditions déplorables. À un moment donné, jusqu'à 40.000 ou 50.000 personnes s'abritaient là, parce qu'il y avait la guerre civile d'une certaine manière, à laquelle la France a essayé de remédier en amenant ici une force d'interposition.

Je suis ému, car je vois renaître ce quartier de Boeing, Bimbo 3, avec le soutien de la France et avec le soutien de l'organisation non gouvernementale Acted, pour aider ce pays à reprendre espoir et à se revitaliser, pour qu'il retrouve la capacité d'explorer l'ensemble de ses richesses. C'est aussi le but de ma visite ici, en dehors de ma visite à Boeing pour rencontrer les autorités centrafricaines, en particulier le président Touadéra que je rencontrerai demain, mais que j'ai déjà vu il y a quelques jours en Arménie puis à New York. La France est là, la France est présente. Elle a toujours été présente, dans les moments difficiles. Dans les moments difficiles, il y avait peu de monde, moi-même j'étais là et la France est toujours là, maintenant dans la reconstruction, en sachant que les enjeux de sécurité restent essentiels, nous en sommes bien conscients.

Je suis ravi aussi d'être là avec le maire de Bangui, parce que nous avons avec la capitale de la Centrafrique une relation très forte, qui va encore se concrétiser en relation avec Cités unies France. Il faut aussi saluer le travail d'Acted sur ce territoire, parce que c'est l'organisation la plus présente en République centrafricaine, et qui fait un très bon boulot.

Nous apportons une aide humanitaire immédiate, trois milliards de francs CFA ont été versés en 2018. Nous avons aussi beaucoup d'aides de développement. Nous sommes aussi au rendez-vous des financements, puisqu'en 2018 ce sont 34 millions d'euros qui seront initiés pour des projets de développement sur l'ensemble de la République centrafricaine par la France, sans compter de nombreux engagements européens. Nous sommes donc dans une nouvelle étape qui, je l'espère, amènera la sérénité à ce pays. Merci.

Q - Monsieur le Ministre, on parle ici beaucoup de sécurité. Certains ont le sentiment que la France devrait ou pourrait faire plus. Que leur répondez-vous ?

R - La France est intervenue lorsqu'il y avait un risque majeur de guerre civile. À partir du moment où les Centrafricains prennent leur sécurité en main, la France appuie les Centrafricains dans cette nécessité qui incombe à l'Etat centrafricain. La France est donc en

soutien, d'autant plus qu'avant le départ de la force Sangaris, une mission des Nations unies est arrivée ici, de 12.000 hommes présents ici, la MINUSCA, qui a pour objectif d'aider à la sérénité et à la sécurité. C'est une force très importante. La force Sangaris n'a jamais été à ce niveau. Et il y a toujours une présence militaire française sur place. Nous contribuons aussi, dans le cadre de l'Union européenne, à former les forces centrafricaines de demain. La sécurité est un enjeu qui doit être partagé. Il n'est pas souhaitable que la République centrafricaine se dise "je m'abrite pour ma sécurité derrière une force extérieure". Il est souhaitable que ceux qui peuvent aider à la sécurité puissent construire ensemble ce pacte de sécurité que je souhaite pour cette région. Il est important que la sécurité soit prise en main par les Centrafricains eux-mêmes./.